Le pouvoir aux travailleurs

11 Février 2016

N° 230

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES, UNE LUTTE PLEINE D'ENSEIGNEMENTS POUR LES LUTTES FUTURES …….. 2 - 4

- DÉCHARGE D'AKOUEDO : LE SCANDALE DES DÉCHETS DANGEREUX ……... 6

- MOUVEMENT DE GRÈVE EN MILIEU ÉTUDIANT ……..……. 6 - 7

- 30 ANS DE DARLING : LES TRAVAILLEURS N'ONT AUCUNE RAISON DE SE RÉJOUIR …. 9

- MINE D'OR DE TONGON : LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LE PATRON……. 9

- LA GROGNE DES TRAVAILLEURS DE LA RTI……... …….. 10

- SEG : LA MOBILISATION ET LA GRÈVE ONT PAYÉ …….. 10 - 11

- YU YUAN : UN DÉBRAYAGE RETENTISSANT ……..... 11 - 12

- IL Y A UN SIÈCLE, LA RÉVOLUTION RUSSE COMMENÇAIT……. 13 - 14

E d i t o r i a l

LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES, UNE LUTTE PLEINE D'ENSEIGNEMENTS POUR LES LUTTES FUTURES

La dernière grève des fonctionnaires date du mois de janvier. Elle a duré trois semaines, avant que les grévistes ne décident de la suspendre durant un mois, sous la pression du gouvernement, mais après avoir tout même obtenu gain de cause sur les quatre principales revendications sur six.

Cette suspension de grève leur a donné le temps, d'une part de vérifier concrètement les avancées obtenues sur leur paie et de l'autre, de continuer les discussions avec le gouvernement sur les autres revendications, dont les 249 milliards qui leurs sont dus, mais que le gouvernement refuse de payer.

C'est avec beaucoup de méfiance que les grévistes ont accepté de suspendre cette grève, craignant à juste raison que le gouvernement n'en profite pour les duper. En effet, tous les gouvernements qui se sont succédé, depuis Gbagbo, pour ne pas remonter plus loin, ont en commun de ne pas tenir leurs engagements. Tous ont usé de la répression contre les fonctionnaires à chaque fois qu'ils ont fait grève. Et quand, malgré tout, ils ont parfois réussi à contraindre le gouvernement à céder sur quelques-unes de leurs revendications, celui-ci leur a souvent servi un discours dans le genre : « *Nous accédons à vos revendications. C'est un acquis. Mais le fait est que même avec notre meilleure volonté, nous ne sommes pas aujourd'hui en mesure de vous payer. Vous connaissez la situation de la Côte d'Ivoire…* », et blablabla.

C'est ainsi que d'année en année, de 2009 à 2014, s'est accumulé un « *stock d'arriérés* » s'élevant à 249 milliards que l'État doit aux fonctionnaires mais que le gouvernement refuse aujourd'hui de payer.

Lors de cette grève, c'est d'abord un refus catégorique que le gouvernement a opposé à leurs revendications. D'ailleurs, quelques jours avant de céder, le nouveau Premier ministre Gon Coulibaly, leur

déclare dans un discours qui se veut guerrier, «*Je suis un lion. J'aime la bagarre. Je ne vous donnerai rien. Faites ce que vous voulez* ». Sauf que quelques jours plus tard, les grévistes ont fait avaler au « lion » ses propres paroles, en l'obligeant à céder !

Avant d'être Premier ministre, Gon Coulibaly est d'abord un richissime homme d'affaires, un capitaliste comme ceux-là même qui exploitent les travailleurs dans le bâtiment et dans les zones industrielles. Bien d'autres membres du gouvernement sont comme lui. Quand ils ne sont pas directement des exploiteurs, ils ont mille liens familiaux ou d'affaires avec les capitalistes. C'est donc naturellement qu'ils défendent leurs intérêts en faisant souvent intervenir les forces armées contre les grévistes. Tout travailleur ayant un vécu sait d'expérience que les capitalistes ne comprennent d'ailleurs que le langage de la force !

Alors, quand le porte-parole du gouvernement déclare à l'issue du dernier conseil des ministres que « *le gouvernement condamne et déplore ces formes violentes de revendications* » en ajoutant que « *cela se termine toujours par des discussions autour d'une table* », il faisait peut-être de l'humour pour faire rire les soldats impatients auxquels il s'adressait. En tout cas, ceux-là n'ont obtenu jusque-là gain de cause que lorsqu'ils ont fait parler la poudre et semé la pagaille. Ce qui est sûr c'est que leur mutinerie a donné des idées aux autres corps habillés qui voudraient bien eux aussi palper les millions obtenus par les premiers.

Aujourd'hui, les travailleurs n'ont pas de fusils et de mitraillettes pour faire valoir leurs droits à une vie décente, mais ils ont entre leurs mains d'autres moyens pour y arriver. C'est leur capacité de se mettre en grève et de bloquer l'économie capitaliste, c'est-à-dire de toucher gravement aux profits des capitalistes, à leurs portefeuilles ! Cela nécessite une lutte d'envergure touchant un large secteur de l'économie, depuis les banques jusqu'aux zones industrielles, en passant par le transport et le port. À ce moment-là, la « *négociation* » peut être favorable aux travailleurs, car ce sera sur un rapport de forces différent.

Tous les travailleurs peuvent constater dans leur chair à quel point leur situation s'est dégradée depuis ces trente dernières années. Tout le monde peut aussi constater que la situation des capitalistes n'a cessé de

s'améliorer, et cela malgré toutes ces années de crise qui leur a servi de prétexte pour aggraver toujours un peu plus la vie des travailleurs ainsi que leurs conditions de travail.

Alors, oui, les fonctionnaires peuvent faire cracher les 249 milliards que l'Etat leur doit, à condition de peser encore un peu plus sur le rapport de forces. Ils pourraient le faire en cherchant le contact avec les travailleurs de la zone industrielle et ceux du port, par exemple, pour que ces derniers formulent leurs revendications et s'organisent pour se mettre en grève. Ainsi, tout le monde du travail y gagnerait par la même occasion.

Il faut rappeler que la force des fonctionnaires à cette dernière grève, c'est d'abord leur union. Ils ne se sont pas laissé diviser par le corporatisme, l'appartenance syndicale, ou politique, ou d'autres divisions de quelque ordre que ce soit. Malgré cela, on a vu que le gouvernement n'était pas prêt à céder. Il a fallu que les employés des impôts et ceux de la douane s'y mettent à leur tour, aux tout derniers jours, pour que le gouvernement, et derrière eux les capitalistes, sentent la grève peser un peu plus sur leurs activités. Tant que c'étaient les hôpitaux et les écoles publiques qui étaient en grève, où ce sont uniquement les pauvres qui y vont, cela ne gênait pas outre mesure les riches et le gouvernement. Mais quand le blocage administratif aidant, l'économie a commencé à être perturbée, et les affaires des capitalistes avec, alors là, le langage du gouvernement a du coup changé. Ainsi, on peut imaginer le résultat d'une grève des fonctionnaires faisant tâche sur tout un pan de l'économie.

Ce qui manque aujourd'hui aux travailleurs, c'est justement la conscience qu'ensemble, ils constituent une force colossale capable de faire plier les capitalistes et le gouvernement qui sert leurs intérêts. Ce qui manque aussi, c'est un parti regroupant les éléments les plus conscients des travailleurs, incarnant à la fois leurs intérêts immédiats et les objectifs à plus long terme visant à mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Un tel parti reste à construire.

LES CORPS HABILLÉS FONT RECULER LE POUVOIR

Les 7 et 8 février, la petite ville d'Adiaké (dans l'Est de la Côte d'Ivoire) a été remuée par une mutinerie de soldats. Les ''*forces spéciales*'' de l'armée qui y sont basées se sont déployées dans cette localité en tirant des coups de feu. Il y a eu au moins deux blessés et les habitants ont été contraints de rester chez eux.

Ces ''*forces spéciales*'' ivoiriennes sont estimées à 2 600 individus, elles sont censées être ''*l'élite*'' de l'armée. En plus d'être chargées de la sécurité du président, elles sont déployées à certains points stratégiques à Adiaké, à la frontière avec le Ghana, à Tengrela en face du Mali et à Tabou à la frontière Ouest avec le Liberia. Elles bénéficient de primes spéciales de la présidence. Ces soldats ne sont donc pas les moins nantis de l'armée, ils sont même des privilégiées.

Cela ne les a pas empêché d'entrer en mutinerie. Leur mouvement fait écho à la mutinerie de soldats de janvier 2017 c'est-à-dire des anciennes Forces Armées des Forces Nouvelles (ex-rebelles de Soro Guillaume) au nombre de 8400 individus. Ils avaient pris le contrôle des différentes casernes et groupements militaires du pays. Ils revendiquaient une prime de 12 millions de francs qui leur avait été promise par le couple Soro-Ouattara, s'ils parvenaient à dégommer Gbagbo du pouvoir. Le gouvernement a vite fait de céder à leur revendication en la faisant passer comme « *prime Ecomog* » liée aux accords de Ouagadougou.

Ce faisant, le régime d'Abidjan a ouvert une brèche aux autres corps habillés. Et cela ne s'est pas fait attendre. D'autres soldats, d'autres corps (gendarmes, ex-FDS, pompiers, gardes pénitenciers, douaniers, etc.) ont emboité le pas et se sont mis eux aussi dans la danse, d'autant plus que certains éléments sont aussi d'anciens FAFN qui y ont été mutés. Il y a eu des affrontements à Yamoussoukro et à Abidjan, le port avait même été perturbé durant une journée. Ces manifestations ont officiellement fait 4 morts. Après négociations, rien n'a filtré sur les accords convenus entre le gouvernement et les soldats.

C'est pour les mêmes raisons que les soldats des « *forces spéciales* » basées à Adiaké se sont eux aussi mis en mouvement, à la différence qu'ils ont fait monter les enchères en portant leurs revendications à 17 millions de francs et en plus le grade de sergent pour tous.

Après deux jours de négociations, la hiérarchie militaire et les représentants du gouvernement prétendent n'avoir rien cédé. Mais des fuites font pourtant état d'un accord sur la somme de 17 millions de francs.

Du coup, les démobilisés (plus de 80.000 personnes) et les dozos (Chasseurs traditionnels) s'invitent à la curée et font entendre leur voix à travers la presse. Ils estiment avoir droit aux 12 millions parce qu'ils ont, eux aussi, combattu et permis à Ouattara de parvenir au pouvoir. Autant dire que la boite de Pandore est ouverte et le gouvernement n'est pas encore sorti de l'auberge.

L E U R S O C I E T E

DÉCHARGE D'AKOUEDO : LE SCANDALE DES DÉCHETS DANGEREUX

Il y a à peu près une semaine que les riverains de riviera Faya et Akouedo ont senti une odeur qui peut s'apparenter à celle de carcasses d'animaux pourris. L'air en était vicié durant plusieurs jours. Certains riverains se sont plaints de maux de tête et de malaises. Puis, peu après, on apprend, selon certaines sources que c'est de la viande avariée déversée par une grosse entreprise de la place à la décharge d'Akouédo qui a dégagé cette odeur de pourri.

Les populations s'attendaient à des éclaircissements ou à une enquête, mais l'ANASUR (Agence Nationale de la Salubrité Urbaine) a seulement pondu un communiqué portant *« à la connaissance des entreprises qu'elles ont obligation de procéder au traitement de leurs déchets avant de les convoyer à la décharge d'Akouédo »* et que *« tout contrevenant à cette mesure s'expose à la rigueur de la loi ».*

Mais les entreprises savent déjà qu'elles doivent traiter leurs déchets. Sauf que cela a un coût. Et si elles peuvent s'en débarrasser à moindre frais dans la nature, elles ne s'en privent pas. Dans les zones industrielles par exemple, les égouts reçoivent toutes sortes de déchets. Les eaux usagées qui s'en échappent ne sont pas contrôlées et empruntent les canaux habituels d'écoulement d'eaux usées.

On se rappelle encore le scandale des déchets toxiques du Probo Koala de 2006. Il a fallu la mobilisation des populations pour que le gouvernement reconnaisse que c'était du poison répandu sauvagement à la décharge d'Akouedo. Le gouvernement n'a pas manqué d'essayer de camoufler l'affaire en parlant d'une opération de « *démoustication* » parce que des hauts dignitaires ont été impliqués dans ce scandale !

Le gouvernement a promis depuis des années un centre d' « *enfouissement technique* » pour le traitement des déchets, mais jusqu'à aujourd'hui, rien a été fait !

C'est la vigilance des populations qui peut éviter un nouvel empoisonnement car il n'y a rien à attendre de ces autorités qui pensent plus à se remplir les poches et à chasser les petites gens des trottoirs sous prétexte de salubrité qu'à faire réellement quelque chose pour soulager les populations.

MOUVEMENT DE GRÈVE EN MILIEU ÉTUDIANT

Les étudiants ont observé les 6 et 7 février dernier, une grève de 48 heures. Ils exigent de l'État, la fin des inscriptions en ligne qu'ils estiment de trop ; la limitation des inscriptions dans les « *grandes écoles* » à 40.000F. Ils réclament également plus de bourses ainsi que de meilleures conditions d'étude.

L E U R S O C I E T E

Les étudiants affectés dans les « *grandes écoles* » vivent une situation scandaleuse. L'État se contente de les envoyer dans ces écoles privées et s'en lave les mains. Rien que pour l'inscription, certains « *fondateurs*» de ces écoles réclament jusqu'à 400.000 F aux parents d'élèves. Soit plus de six fois le Smig actuel. Et ce, sans compter les fournitures et autres frais annexes tels que le transport, la nourriture, les photocopies, etc. Pour beaucoup d'étudiants issus de familles ouvrières, c'est l'arrêt des études. Même les 40.000 F réclamés par les syndicats est hors de prix pour les classes populaires.

Les inscriptions en ligne ont été instaurées depuis quelques années, pour soi-disant clarifier les statistiques. Si ce n'était que cela l'État aurait pu le faire gratuitement. Mais il fait payer les parents d'élèves alors que les frais d'inscription sont maintenus dans les écoles. Du coup il y a deux inscriptions différentes pour un même étudiant : une astuce de plus pour faire les poches aux parents d'élèves.

Concernant les bourses : l'an dernier le gouvernement n'en a donné qu'à 1000. Or, rien que dans les universités publiques il y a plus de 100 000 étudiants, sans compter ceux des « *grandes écoles* » dont le nombre atteint au moins le double, si ce n'est plus.

Les dirigeants de la Fesci, le syndicat étudiant, qui a lancé la grève, affirment avoir obtenu du gouvernement (après 48 heures de grèves) l'annulation de l'inscription en ligne, l'augmentation du nombre de bourses qui passent de 1000 à 11000 ainsi que le plafonnement des inscriptions pour les étudiants affectés par l'État dans les grandes écoles à 40.000 F. Bien peu de choses vu l'étendue des problèmes dans les milieux scolaires et universitaires.

Et dire que ces gens au pouvoir se gargarisent tout le temps avec des slogans du genre *« rendre l'école obligatoire et accessible à tous* » ! Ce qui montre à quel point ces gens se moquent des populations pauvres.

UNE BANDE D'ASSASSINS !

Le journal Soir Info du 10 février rapporte le meurtre de Konaté Issa par des gendarmes. Ce dernier est décédé le 7 février suite au tabassage qu'il a subi à la brigade de gendarmerie de Yopougon.

Il a été arrêté chez lui à Yopougon le 5 février par des gendarmes accompagnés d'un militaire se disant au service à la présidence, ainsi que des « *soldats démobilisés* ». Il est accusé de vente frauduleuse d'électricité, ce que ce dernier dément. Il est alors embarqué dans un véhicule 4x4 appartenant à un capitaine de la gendarmerie et conduit à la brigade de la gendarmerie des Toits rouges à Yopougon. Sur place, il est auditionné par un adjudant qui lui propose « *une amende* » contre un aveu de sa part.

L E U R S O C I E T E

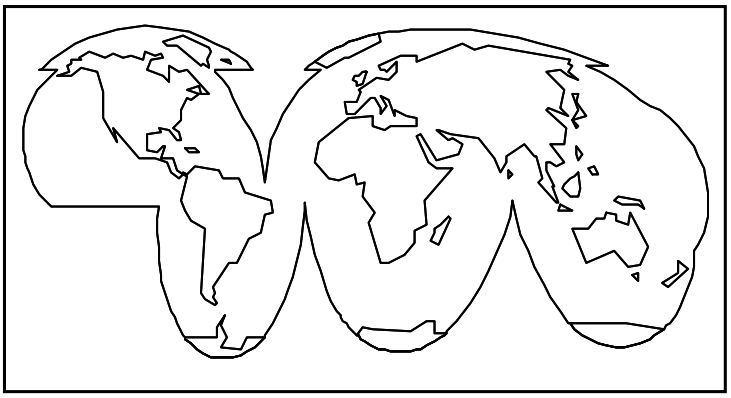
S'agit-il d'une bande de racketeurs ? Toujours est-il que Konaté Issa maintient sa position et refuse qu'on le traite de fraudeur. Le capitaine qui a conduit cette arrestation dit alors que puisque c'est ainsi, sa « *mission s'arrête-là* ».

La suite s'avère catastrophique pour Konaté. Il est gravement tabassé et meurt de ses blessures.

Ce n'est pas par hasard que ces corps habillés, tout corps confondu, se sont comportés comme une bande d'assassin. Ils sont formés pour mater les pauvres et servir les intérêts des riches. Réprimer les travailleurs en révolte contre le système capitaliste qui les exploite et les opprime est la première de leur mission. Que parmi eux, il y ait de nombreux éléments qui utilisent leur position pour racketter les pauvres est une autre chose.

Dans tous les cas, la particularité de Konaté Issa c'est qu'il était pauvre. Pour ces corps habillés sa vie ne valait pas plus que ça !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

30 ANS DE DARLING : LES TRAVAILLEURS N'ONT AUCUNE RAISON DE SE RÉJOUIR

Darling est le nom commercial de la société SFMC (Société de Fabrication de Mèches de Cheveux). Elle fabrique essentiellement des mèches et des perruques synthétiques. Elle a aussi une usine de fabrication d'emballages. C'est cette entreprise dont plus de la moitié du personnel travaille en tant que journalier, qui fête ses 30 ans d'existence.

Si le propriétaire peut se réjouir puisqu'il a une entreprise qui lui rapporte du profit depuis 30 ans, ce n'est pas le cas des travailleurs car leur situation est de plus en plus précaire. Le patron emploie des travailleurs qu'il qualifie de « *journaliers* » souvent depuis 10, 15 ou 20 ans. Au lieu d'être embauchés, ces derniers se retrouvent licenciés sous tous les prétextes possibles.

Au fil des années, les conditions de travail se sont dégradées. La production imposée ne cesse d'augmenter. Les nouveaux venus se tuent à la tâche pour 2 500F en espérant une embauche hypothétique.

Le quotidien des plus anciens, c'est le mal de dos et autres maladies chroniques. Les sièges de travail ne sont pas adaptés pour soutenir le dos des « *machinistes* ». Les conditions de sécurité sont inexistantes.

Le climat actuel n'est pas à la lutte dans cette usine comme dans les autres de cette zone ou ailleurs, mais il y a des travailleurs qui savent que c'est par la lutte qu'ils pourront obtenir de meilleures conditions de vie et de travail.

MINE D'OR DE TONGON : LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LE PATRON

Les travailleurs de la mine d'or de Tongon, dans la région de Korhogo au nord du pays ont mené une grève de 7 jours déclenchée le 26 janvier dernier. Cette mine est détenue par l'entreprise Randgold, une firme Sud-africaine.

Les ouvriers réclamaient principalement à la direction le paiement d'une prime de production à l'instar des cadres de cette entreprise, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

A l'entame de la grève, le patron a adopté une attitude arrogante et méprisante comme à son habitude. Il a sans doute mal jaugé la combativité des travailleurs. Lorsque ceux-ci ont durci leur mouvement en bloquant complètement toute l'entreprise, ce patron arrogant s'est vu obligé de céder à leurs revendications. Ainsi, il s'est engagé à verser une prime de production de 500.000 F à chaque travailleur et de faire face aux autres revendications.

Les ouvriers ont repris le travail en restant mobilisés parce qu'ils savent que la promesse d'un patron ne vaut rien tant qu'on n'a pas réellement eu gain de cause.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA GROGNE DES TRAVAILLEURS DE LA RTI

Les agents de la RTI (Radiodiffusion Télévision Ivoirienne) sont engagés dans un bras de fer avec leur direction. Ils réclament, entre autres, des avancements catégoriels pour ceux qui ont plus de deux ans d'ancienneté, l'embauche en CDI pour les travailleurs sous Contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) ainsi que ceux disposant de Contrats à durée déterminée CDD. Ces revendications sont identiques à ceux de n'importe quel travailleur du secteur privé. L'Etat se comporte ainsi avec ses travailleurs de la même manière qu'un vulgaire patron de la zone industrielle de Yopougon.

Se sentant menés en bateau par la direction depuis plusieurs mois, les travailleurs sont passés à l'offensive en déposant un préavis de grève de deux jours, du 30 au 31 janvier. La menace de grève a obligé la direction à négocier avec les travailleurs qui ont finalement suspendu leur mot d'ordre en attendant que la direction s'exécute.

Mais la tension reste palpable entre travailleurs et patron. Récemment, six agents syndiqués ont été interpellés par la police, accusés par la direction de sabotage, voire d'atteinte à la sureté de l'État suite à un retard dans le journal de 20 heures du 27 janvier dernier. Ce qui n'a pas manqué de soulever une vague d'indignation au sein des employés. Ceux-ci n'entendent pas baisser les bras jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

SEG : LA MOBILISATION ET LA GRÈVE ONT PAYÉ

S E G (Société d'Entreprise et de Gestion) est une entreprise marocaine qui a plusieurs chantiers à Abidjan. Comme la plupart des entreprises de son genre, elle vole les travailleurs et piétine les plus élémentaires de leurs droits. Mais les travailleurs ont su la faire plier.

Il y a de cela un an, les travailleurs du chantier « Akwaba d'Anyama » avaient engagé des luttes pour que leurs droits soient respectés. En guise de réponse, l'entreprise avait fermé son chantier et chassé plus de 280 travailleurs avec la complicité des autorités du pays.

Sur un autre chantier situé dans la commune de Cocody, le 14 janvier, les travailleurs ont débrayé pendant quelques heures pour protester contre le mauvais traitement fait à l'un de leur collègue suite à un accident de travail. La direction a continué de faire comme si de rien n'était : bas salaires pour les manœuvres, pas de déclaration à la CNPS, pas de bulletin de paie, pas de prise en charge des accidents de travail, etc.

Dix jours après le débrayage des travailleurs du chantier de Cocody, ceux de Marcory arrêtent leur chantier. Ils réclament l'application de la liste de revendications qu'ils ont établie deux mois plutôt auprès de l'Inspection du travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs exigent l'application immédiate des trois points suivants : respect du barème salarial des manœuvres, déclaration à la caisse de sécurité sociale et l'établissement des bulletins de paie. Cette grève a duré quatre jours malgré l'intervention des policiers de la CRS2 de Marcory. Ces derniers ont intimé l'ordre aux travailleurs de reprendre le travail, mais les travailleurs ont désobéi.

Au quatrième jour de la grève, les travailleurs se réunissent et décident de reprendre. Mais le rythme du travail n'y est pas.

Le 1er février, les négociations reprennent à l'Inspection du travail. Le procès-verbal est signé mais malgré cela, les travailleurs mécontents continuent de boycotter le travail. C'est pour contourner ce boycott que la direction demande aux travailleurs de faire deux heures supplémentaires pour que les travaux avancent comme prévu. Mais les travailleurs refusent.

Deux jours après, la direction ferme le chantier. Elle tente de diviser les travailleurs en cherchant à faire travailler les nouvelles recrues, en vain. Les nouveaux venus, une fois rentrés dans le chantier, font savoir aux patrons qu'ils ne sont pas prêts à trahir les autres. Même la police appelée en renfort n'a pu rien faire face à la détermination et à la solidarité des travailleurs.

Le 7 février, trois groupes sont formés : un pour garder l'entrée du chantier, un deuxième pour faire le tour du quartier et le troisième, plus nombreux, est allé manifester sur le boulevard VGE au niveau de Marcory, avec des pancartes confectionnées la veille.

Quelques heures après le début de ces manifestations bruyantes, la direction cède sur tous les points : 1- plus de renvoi : tout le monde reprend le lendemain. 2- le salaire des manœuvres passe de 2500F à 4300F à compter du 1er février. 3- la déclaration à la CNPS sera effective. 4- les bulletins vont suivre. 5- Les quatre jours durant lesquels le chantier est resté fermé seront pointés et payés. 6- désormais les travailleurs sont directement attachés à l'entreprise SEG.

C'est tout heureux que les travailleurs ont accueilli cette nouvelle. Mais ils n'ont pas manqué de dire que la lutte continue et qu'il faut rester mobilisé. Ils ont mis un comité en place pour suivre l'application de ces accords. Ils savent d'expérience qu'il ne faut jamais prendre la parole d'un patron pour de l'argent comptant.

YU YUAN : UN DÉBRAYAGE RETENTISSANT

Yu Yuan est une scierie située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle emploie une quarantaine de travailleurs. Les conditions de travail y sont les mêmes que dans plusieurs autres entreprises de la zone industrielle. Malgré le passage du salaire minimum catégoriel de 36.000 F à 60.000 F depuis 2014, la direction ne verse que 2300F par jour pour les trois premiers jours.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

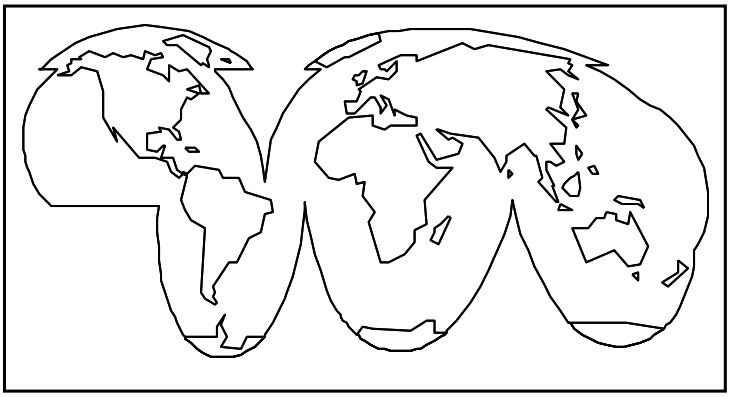
Ensuite, si le travailleur supporte les conditions difficiles de travail, il touchera 2500F par jour. Ils font 10 heures de travail pour ce bas salaire. Pas de déclaration à la CNPS, pas d'indemnité de transport. Les travailleurs n'ont ni repos, ni congés. C'est pour l'amélioration de toutes ces conditions qu'ils ont déposé leurs revendications sous forme de doléances. Mais cela n'a pas inquiété la direction qui est restée muette. Las d'attendre la réponse, les travailleurs ont déposé un préavis de grève.

Pour contrer cette menace d'arrêt de travail, le directeur d'usine décide de renvoyer le travailleur qui a déposé le courrier à la direction, comme si c'était lui le problème. Ce dernier est invité à passer à la comptabilité pour prendre son solde de tout compte. Aussitôt, toutes les machines arrêtent de tourner. Le directeur, surpris de ne plus attendre les bruits de machines, vient aux nouvelles. Les travailleurs lui font savoir que ce sont eux qui ont désigné ce collègue pour déposer le courrier et que s'il est renvoyé, personne ne travaillera. Il a suffi d'une heure de discussion, pour que la direction revienne sur sa décision.

Néanmoins, les travailleurs maintiennent leur préavis de 6 jours en avertissant la direction que si rien n'est fait pendant ce temps, ils se mettront en grève. Au bout de deux jours, la direction promet de donner une suite favorable … dans deux semaines.

En attendant la fin des deux semaines de sursis, les travailleurs continuent de s'organiser pour faire face à toutes mauvaises surprises de la part du patron.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

IL Y A UN SIÈCLE, LA RÉVOLUTION RUSSE COMMENÇAIT

La révolution russe de 1917 constitue un évènement très important dans l'histoire de l'humanité : Pour la première fois la classe ouvrière de ce vaste pays arriéré et faiblement industrialisé, associée à la paysannerie pauvre et sans terre a, en un premier temps réussi à renverser un régime autocratique dictatorial détenu en l'occurrence par le Tsar Nicolas II. Un régime de type parlementaire appelé « Gouvernement provisoire », soutenu par les grandes puissances capitalistes occidentales, a été mis en place le 2 mars (du calendrier de l'ancienne Russie en retard de 13 jours par rapport au calendrier occidental). Huit mois plus tard, le 25 octobre, les travailleurs de ce pays, organisés dans des structures appelées Soviets (conseils en russe), font valoir leurs aspirations et réussissent à prendre le pouvoir.

Ces Soviets ne viennent pas de nulle part. C'est en effet lors de la révolution de 1905 que les travailleurs des villes, mais aussi les moujiks des campagnes (sorte de métayers ou serfs sans terre) se dotent de ces structures dans lesquelles leurs représentants démocratiquement élus et révocables à tout moment, portent leurs revendications et les font valoir.

Cette révolution de 1905 n'a pas réussi à renverser le système autocratique qu'est le tsarisme. Le souverain sauve son trône en acceptant de cohabiter avec un parlement (Douma) dans lequel siègent des députés élus. Mais très vite les contestations ouvrières et paysannes sont réprimées et leurs dirigeants emprisonnés.

Depuis 1914 la Russie était engagée dans la guerre au côté de la France et du Royaume Uni, contre l'Allemagne. Ce fut une boucherie. Les soldats se battaient pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs et au front le mécontentement des troupes était au comble.

Le 23 février 1917, à l'occasion de la journée internationale de la femme, les ouvrières de l'industrie textile de Vyborg entrent en grève et viennent défiler dans les rues de Petrograd.

Dans les jours qui suivent, des centaines de milliers d'ouvriers entrent à leur tour dans le mouvement. La manifestation se dirige vers le palais de Tauride, où siège la Douma et elle forme le soviet de Petrograd, dans l'une des ailes du palais. Ce soviet invite les soldats à élire leurs propres comités et met la hiérarchie militaire sous le contrôle des soviets. Les mots d'ordre des manifestants se radicalisent. Ils ne réclament plus seulement du pain comme la veille, mais aussi : « *A bas l'aristocratie* », « *A bas la guerre* ». Le tsar demande aux cosaques (troupes d'élite) de tirer sur les manifestants, mais pour la première fois ceux-ci hésitent.

Les ouvriers auxquels s'étaient joints des soldats mutins tentent et réussissent çà et là à rallier les régiments de Petrograd. Cela fut possible parce que les soldats de la garnison de la capitale qui formaient des bataillons de réserve destinés à compléter les régiments du front, ne voulaient pas la guerre et désiraient rentrer chez eux.

Le 02 mars le Tsar abdique mais au profit de qui ? Du gouvernement provisoire, celui-là même qui s'engage à respecter les accords contractés avec les Alliés (Royaume-Uni, France etc.) et à poursuivre la guerre mondiale à leur côté ? Les exploiteurs capitalistes et les aristocrates de tout poil font tout pour se ranger derrière l'autorité de la Douma et donc du gouvernement provisoire.

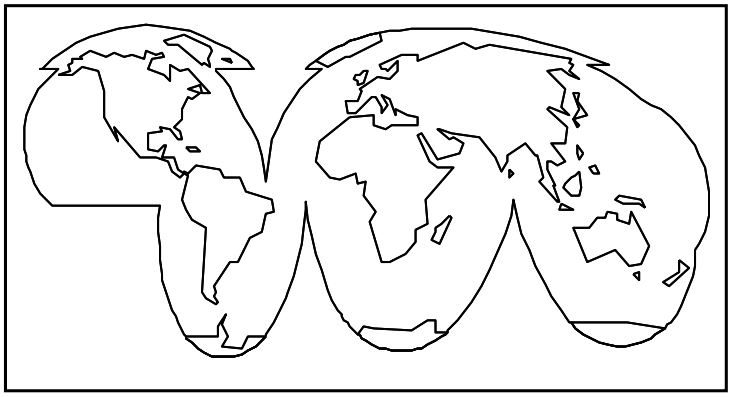
Mais dans le même temps le Soviet de Petrograd, qui était composé de représentants d'organisations socialistes tels que les Bolchevik, les Menchevik et les Socialistes-révolutionnaires, continuait de se réunir et de prendre des mesures révolutionnaires : envoi de gardes à la Banque d'Empire et à la Monnaie, création d'une commission de ravitaillement. Les ordres de la Douma, ne devaient être exécutés « *que s'ils ne contredisaient pas les décisions du Soviet* ».

En fait deux organes de pouvoir s'étaient constitués : celui des ouvriers et des soldats, le Soviet, et celui de la bourgeoisie, le gouvernement provisoire.

Les classes pauvres ne voulaient pas se contenter de la chute de l'empereur. Elles voulaient la paix, le pain et la liberté. Les paysans voulaient aussi la terre.

Contrairement à bien des révolutions du passé à l'issue desquelles les travailleurs laissent l'exercice du pouvoir entre les mains des politiciens bourgeois, les prolétaires russes l'ont exercé eux-mêmes, avec leurs propres organes de classe que sont les Soviets. Une période nouvelle s'ouvrait, pleine d'espoir pour les ouvriers de la Russie et du monde entier.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les t illeurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la soci de l'exploitation.